



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 13 MARS 2023

modifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter
la centrale thermique de Strasbourg HautePierre, 60 rue Jean Giraudoux

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1991 autorisant, en régularisation, la remise en service des installations de la centrale thermique au 60 rue Jean Giraudoux 67200 STRASBOURG ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2019, pris en application du livre 1^{er} titre V du code de l'environnement, définissant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter accordée à la société Chaleur HautePierre à Strasbourg, 60 rue Jean Giraudoux ;
- VU le courrier du 11 juillet 2022, par lequel la société EVOS demande le transfert, à son bénéfice, de l'autorisation d'exploiter la chaufferie de Strasbourg HautePierre au 60 rue Jean Giraudoux ;
- VU la disposition de l'article R. 516-1 du code de l'environnement suivant laquelle, concernant une demande d'autorisation de changement d'exploitant « *A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.* » ;
- VU l'acte de cautionnement solidaire du 16 décembre 2022 produit par la société EVOS pour le respect du chapitre « 1.3 – Garanties financières » de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 mai 2019 ;
- VU la note d'information au titre de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, décembre 2022, affaire 22010490, produite par la société EVOS pour la modification de la chaufferie précitée ;
- VU le rapport du 23 janvier 2022 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet de l'exploitant, la société EVOS, décrit dans la note d'information susvisée ne comporte pas de nouvelles activités classées soumises à déclaration, à autorisation ou à enregistrement et ne présente pas d'impact sur l'usage du sol au-delà des limites actuelles de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'aucun des critères ou seuils du tableau annexé à l'article R. 122-2, qui soumettrait le projet à une évaluation environnementale, n'est atteint. ;

CONSIDÉRANT que la modification projetée laisse inchangée la puissance totale, et que le combustible fuel est supprimé (sauf pour le groupe électrogène) au profit exclusif du gaz naturel, moins polluant ;

CONSIDÉRANT que la cheminée existante est remplacée par 4 cheminées de 28 mètres mais subsistera car colonisée par le faucon pèlerin ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 mai 2019 sont modifiées comme suit :

1.1 Tableau de nomenclature

Le tableau figurant à l'article 1.1.2 « liste des installations classées » de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2019 est remplacé par le suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Volume
Chaufferie alimentée uniquement au gaz naturel.	3110	A	8 appareils : 2 x 13,3 MW (GN2 et GN3), 2 x 25,5 MW (GN1 et GN4), 2 x 6,5 MW (GN5 et GN6), 44MW (HP3), 12 MW (CHVB4) et 1 groupe électrogène (3,1 MW) soit au total 149,1 MW

1.2 Cheminées, vitesse d'éjection, biodiversité

Les appareils sont raccordés, à l'exception du groupe électrogène, qui conserve sa cheminée propre d'une hauteur de 20 m, à quatre cheminées d'une hauteur minimale de 28 m. La vitesse d'éjection des gaz, en marche nominale, est au moins égale à 8 m/s, pour tous les conduits.

La cheminée existante n'est plus utilisée mais conservée.

Après la mise en fonctionnement de la chaufferie dans les conditions du présent arrêté, l'exploitant confie à un organisme à l'expertise reconnue en la matière, une surveillance durant une année du nichoir à faucon pèlerin localisé sur la cheminée existante.

Les comptes rendus périodiques de cette surveillance sont tenus à la disposition de la DREAL.

Sur l'une des cheminées de 28 mètres, un perchoir est aménagé.

1.3 Fonctionnement au fioul, suppression du dépôt de fioul

Le fonctionnement au fioul est abandonné, le dépôt de fioul supprimé.

Pour la suppression du dépôt de fioul, la société EVOS réalise une cessation d'activité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.

1.4 Entrée en vigueur, fin de l'obligation de garanties financières

Le présent arrêté entre en vigueur dès l'arrêt des générateurs GE1 et GE2.

Après l'entrée en vigueur du présent arrêté et à l'issue de la procédure de cessation d'activité du dépôt de fioul, le chapitre « 1.3 – Garanties financières » de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 mai 2019 ne s'applique plus.

Article 2 Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société EVOS.

Article 3 Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales, définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 6 Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 7 Exécution :

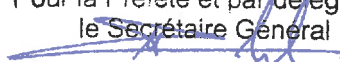
- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société EVOS ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

